

SAMIR AMIN

LES CONDITIONS D'EMERGENCE D'UN MONDE MULTIPOLAIRE SOUHAITABLE

1. La réponse efficace aux défis auxquels les sociétés sont confrontées ne peut être trouvée que si l'on comprend que l'histoire n'est pas commandée par le déploiement infaillible des lois de l'économie. Elle est produite par les réactions sociales aux tendances que ces lois expriment. Les forces « anti systémiques » - si l'on appelle ainsi ce refus organisé et cohérent de la soumission unilatérale aux exigences de ces lois prétendues - façonnent l'histoire véritable autant que la logique de l'accumulation capitaliste.

Les intérêts et visions des forces sociales et politiques en opération sont évidemment divers et le centre de gravité de la figure représentative de la géométrie de leurs conflits et convergences détermine à son tour le contenu et partant le rôle de l'Etat concerné. Celui-ci peut-être, comme il l'est dans le moment actuel, le porte parole quasi unilatéral des intérêts du capital transnationalisé dominant (dans les pays de la triade impérialiste) ou de ses alliés subalternes « compradore » (dans les pays de la périphérie). Dans cette conjoncture la majorité des Etats voient effectivement leur rôle réduit au maintien de l'ordre interne, tandis que l'hyper puissance (les Etats-Unis) exerce seule les responsabilités d'une sorte de « para Etat mondial ». Les Etats-Unis disposeraient alors seuls d'une large marge d'autonomie, les autres d'aucune. Mais évidemment le développement des luttes sociales peut porter au pouvoir des blocs hégémoniques différents, fondés sur des compromis entre des intérêts sociaux dont on reconnaît la diversité. Dans ce cas l'Etat retrouve une large marge de manœuvre.

Ajoutons qu'il existe également des « intérêts nationaux » dont la reconnaissance légitime la construction d'un ordre mondial polycentrique. Sans doute les « intérêts nationaux » en question sont-ils souvent invoqués par les pouvoirs pour justifier leurs propres options particulières. Sans doute également les analystes de la « géopolitique » ont-ils parfois tendance à figer ces intérêts dans les « invariants » hérités de la géographie et de l'histoire. Ils n'en existent pas moins et ont leur part dans la détermination de la géométrie des alliances et des conflits internationaux, ouvrant et limitant en même temps les marges de manœuvre des Etats.

2. Les systèmes mondiaux anciens ont été presque toujours multipolaires, même si cette multipolarité n'a, jusqu'à présent, jamais été véritablement générale. L'hégémonie a toujours été de ce fait plus un objectif recherché par les puissants qu'une réalité et, quand elle a existé, toujours été relative et provisoire. Les partenaires du monde multipolaire du XIXe siècle (prolongé jusqu'en 1945) n'étaient guère que les « puissances » de l'époque.

Le monde multipolaire inauguré par la révolution russe, puis imposée, partiellement, par les mouvements de libération de l'Asie et de l'Afrique, était d'une autre nature. La période de Bandung (1955-1975) a permis, sur ce plan, aux pays d'Asie et d'Afrique de s'engager dans les voies nouvelles de modèles de développement autocentrés et de déconnexion et a contraint le système impérialiste dominant à, lui, s'ajuster à ces exigences nouvelles des peuples du Sud.

3. La page de l'après guerre (1945-1990) est tournée. Dans le moment actuel se déploient le projet impérialiste collectif de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon) et, dans son cadre celui de l'hégémonisme des Etats-Unis, qui abolissent l'autonomie des pays du Sud et réduisent fortement celle des associés de Washington dans la triade impérialiste.

L'impérialisme collectif de la triade est le produit d'une évolution réelle du système productif des centres capitalistes qui a engendré la solidarité des oligopoles nationaux des centres du système et s'exprime dans leur souci de « gérer ensemble », et à leur profit, le monde. Mais si « l'économie » (entendue comme l'expression unilatérale des exigences des segments dominants du capital) rapproche les pays de la triade, la politique divise leurs nations. Certes

jusqu'ici dans son déploiement le « projet européen » n'est guère que le volet européen du projet atlantiste souhaité par le leader étatsunien de l'impérialisme collectif. Mais le rejet récent du projet de « constitution » qui installait l'Europe dans la double option néo-libérale et atlantiste réaffirme la portée d'un conflit des cultures politiques capable de mettre un terme à la fois à l'atlantisme et au capitalisme libéral.

La Russie, la Chine et l'Inde, sont les trois adversaires stratégiques du projet de Washington. Bien que les pouvoirs dans ces trois pays en prennent probablement une conscience grandissante ils paraissent croire qu'ils peuvent manœuvrer sans heurter directement l'administration des Etats-Unis, et même « mettre à profit l'amitié des Etats-Unis » dans les conflits qui les opposent les uns aux autres. Un rapprochement eurasiatique (Europe, Russie, Chine et Inde) qui entraînerait alors certainement l'ensemble du reste de l'Asie et de l'Afrique et mettrait en déroute le projet de Washington de contrôle militaire de la planète est certainement souhaitable. Mais on est encore loin de voir sa cristallisation mettre un terme au choix atlantiste de l'Europe.

Les Suds peuvent-ils jouer un rôle actif dans la déroute nécessaire des projets militaires des Etats-Unis ? Les peuples agressés sont, dans le moment actuel, les seuls adversaires actifs capables de faire reculer les ambitions de Washington. Quand bien même – et justement en partie au moins par le fait qu'ils sont seuls actifs et le ressentent – les méthodes mises en œuvre dans leur combat restent d'une efficacité discutable et font appel à des moyens qui retardent la cristallisation d'une solidarité des peuples du Nord à l'endroit de leur juste combat.

Les classes dirigeantes du Sud n'ont plus de projet propre comme c'était le cas durant l'ère de Bandung (1955-1975). Sans doute les classes dirigeantes des pays qu'on dit « émergents » poursuivent-elles des objectifs qu'elles semblent bien définir elles mêmes et pour la réalisation desquelles leurs Etats agissent. Ces objectifs se résumeraient dans la maximisation de la croissance au sein du système de la mondialisation. Ces pays croient disposer d'un pouvoir de négociation qui leur permettrait de tirer un meilleur profit de cette stratégie égoïste que d'un vague « front commun » construit avec plus faibles qu'eux. Mais les avantages qu'ils peuvent obtenir de la sorte sont particuliers aux domaines singuliers qui les intéressent et ne remettent pas en cause l'architecture générale du système. Ils ne constituent donc pas une alternative et ne donnent pas à ce vague projet (illusoire) de construction d'un « capitalisme national » la consistance qui définit un véritable projet sociétaire. Les pays du Sud les plus vulnérables (le « Quart monde ») n'ont même pas de projet propre de nature analogue, et le produit éventuel de substitution (les fondamentalismes religieux ou ethnocistes) ne mérite pas ce qualificatif. Aussi c'est le Nord qui prend l'initiative seul d'avancer « pour eux » (on devrait dire « contre eux ») ses propres projets, comme l'association Union Européenne – ACP (et les « accords de partenariat économique » appelés à prendre la relève des accords de Cotonou avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), le « dialogue euro-méditerranéen », ou les projets américano-israéliens concernant le « grand Moyen Orient ».

4. Dans le moment actuelle projet étatsunien de contrôle de la planète occupe seul la scène. Il n'y a plus de contre projet visant à limiter son déploiement : l'Europe reste embourbée dans les sables mouvants du mondialisme libéral et atlantiste, le Sud n'offre plus de front commun de résistance à l'impérialisme, la Chine n'a guère que l'ambition de gagner du temps pour protéger un projet propre lui même ambigu et ne se pose pas en partenaire actif dans le façonnement du monde. Les défis auxquels la construction d'un monde multipolaire authentique est confrontée sont donc plus sérieux que ne se l'imaginent nombre de mouvements « altermondialistes ». Ils sont de surcroît pluriel. Dans l'immédiat il s'agit de mettre en déroute le projet militaire de Washington. C'est la condition incontournable pour que soient ouvertes les marges de libertés nécessaires sans lesquelles tout progrès social et

démocratique et toute avancée en direction de la construction multipolaire resteront vulnérables à l'extrême. Parce qu'il est démesuré le projet des Etats-Unis est sans doute appelé à faire faillite, mais certainement à un terrible prix humain.

Le monde multipolaire authentique ne sera devenue une réalité que lorsque les quatre conditions qui suivent auront été remplies :

i. que l'Europe soit réellement avancée sur la voie d'une « autre Europe » sociale (et donc engagée dans la longue transition au socialisme mondial) et qu'elle ait amorcé son désengagement par rapport à son passé et présent impérialiste.

ii. qu'en Chine la voie du « socialisme marché » l'ait emporté sur les tendances fortes à la dérive illusoire de la construction d'un « capitalisme national » qu'il sera impossible à stabiliser parce qu'il exclut les majorités ouvrières et paysannes.

iii. que les pays du Sud (peuples et Etats) soient parvenus à reconstruire un « front commun », condition à son tour pour que des marges de manoeuvre permettent aux classes populaires non seulement d'imposer des « concessions » en leur faveur mais au-delà de transformer la nature des pouvoirs en place, substituant aux blocs compradores dominants des blocs nationaux, populaires et démocratiques .

iv. qu'au plan de la réorganisation des systèmes de droits, nationaux et internationaux, on ait avancé dans la direction de construction conciliant le respect des souverainetés nationales (en progressant de la souveraineté des Etats à celle des peuples) et celui de tous les droits individuels et collectifs, politiques et sociaux.